

Les matériaux ainsi produits demeurent la propriété de la Cinéma-thèque qui s'interdit tout usage commercial ou lucratif. Les titulaires de droits voisins pourront y avoir accès, dans le strict respect de la préservation de l'œuvre et moyennant une juste rémunération du travail accompli par la Cinéma-thèque. »

Art. 6. L'article 47 de la même loi est complété par un § 3, libellé comme suit :

« § 3. Les institutions visées au § 1^{er} que le Roi désigne, peuvent importer des phonogrammes ou des premières fixations de films qui ont fait l'objet d'une première vente licite en dehors de l'Union européenne et qui ne sont pas distribués au public sur le territoire de celle-ci, lorsque cette importation est effectuée à des fins de prêt public organisé dans un but éducatif ou culturel et pour autant qu'elle ne porte pas sur plus de cinq exemplaires du phonogramme ou de la première fixation de film. »

Art. 7. A l'article 61 de la même loi, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« La rémunération visée à l'article 60 peut être modulée en fonction des secteurs concernés. »

Art. 8. A l'article 76 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est abrogé;

2° un avant-dernier alinéa, libellé comme suit, est inséré :

« Le ministre dispose du droit d'ester en justice pour faire sanctionner toute violation de la loi ou des statuts. »

Art. 9. L'article 85 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de récidive des infractions prévues par la présente loi, le tribunal peut ordonner la fermeture définitive ou temporaire de l'établissement exploité par le condamné. »

Art. 10. A l'article 91 de la même loi, l'alinéa suivant est ajouté :

« A l'article 96, alinéa premier, de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, les mots « et les droits voisins » sont ajoutés. »

Art. 11. A l'article 92, § 7, 3, de la même loi le chiffre « 8 » est remplacé par le chiffre « 7 ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

De materialen die aldus worden vervaardigd blijven eigendom van het Filmarchief, dat zichzelf ieder commercieel of winstgevend gebruik ervan ontzegt. De houders van naburige rechten kunnen hiertoe toegang krijgen, onder strikte inachtneming van de bewaring van het werk en tegen een billijke vergoeding van het werk verricht door het Filmarchief. »

Art. 6. Artikel 47 van dezelfde wet wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. De in § 1 bedoelde instellingen die door de Koning worden aangewezen, mogen fonogrammen of eerste vastleggingen van films invoeren die voor het eerst buiten de Europese Unie rechtmatig zijn verkocht en die op het grondgebied van die Unie niet aan het publiek worden verdeeld, ingeval die invoer geschiedt voor openbare uitleningen met een educatief of cultureel doel en voor zover zulks geen betrekking heeft op meer dan vijf exemplaren van het fonogram of de eerste vastlegging van de film. »

Art. 7. Artikel 61, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende zin :

« De vergoeding bedoeld in artikel 60 kan worden aangepast naar gelang van de betrokken sectoren. »

Art. 8. In artikel 76 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt opgeheven;

2° vóór het laatste lid wordt een lid ingevoegd, luidende als volgt :

« De minister heeft het recht om in rechte op te treden om bij elke overtreding van de wet of de statuten een sanctie te vorderen. »

Art. 9. Artikel 85 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« In geval van herhaling van de in deze wet omschreven misdrijven kan de rechtbank hetzij de definitieve, hetzij de tijdelijke sluiting bevelen van de inrichting van de veroordeelde. »

Art. 10. Aan artikel 91 van dezelfde wet wordt het volgende lid toegevoegd :

« Aan artikel 96, eerste lid, van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument worden de woorden « en de naburige rechten » toegevoegd. »

Art. 11. In artikel 92, § 7, 3, van dezelfde wet wordt het cijfer « 8 » vervangen door het cijfer « 7 ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

F. 95 — 1134

[S-C — 9350]

6 AVRIL 1995. — Arrêté royal relatif à l'autorisation des sociétés de gestion des droits visées à l'article 65 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à Votre signature prévoit les mesures d'exécution visées à l'article 67 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins (*Moniteur belge* 27 juillet 1994, err., *Moniteur belge*, 22 novembre 1994).

N. 95 — 1134

[S-C — 9350]

6 APRIL 1995. — Koninklijk besluit betreffende de vergunning voor de vennootschappen voor het beheer van de rechten bedoeld in artikel 65 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het verslag dat ik U ter ondertekening voorleg, voorziet in de maatregelen tot uitvoering bedoeld in artikel 67 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten (*Belgisch Staatsblad* 27 juli 1994, err., *Belgisch Staatsblad*, 22 november 1994).

Cet article prévoit en son alinéa 1er que les sociétés de gestion visées à l'article 65 de la même loi doivent être autorisées à exercer leurs activités sur le territoire national. C'est donc l'exercice de l'activité de société de gestion sur le territoire national qui fait naître l'obligation d'être autorisée. Comme l'atteste le renvoi à l'article 65, il importe peu que la société soit établie en Belgique, dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un pays non membre de celle-ci.

L'obligation d'être autorisée imposée aux sociétés de gestion a pour but de garantir aux auteurs comme aux utilisateurs et au public, que de telles sociétés disposent bien des qualités requises à l'exercice de leurs activités (Proposition de loi relative au droit d'auteur, aux droits voisins et à la copie privée d'oeuvres sonores et audiovisuelles, Développements, Doc. parl., S.E. 1988, 329-1, p. 13).

Les articles 2 et 3 de l'arrêté qui Vous est soumis déterminent les conditions d'octroi de l'autorisation en s'inspirant des législations d'autres Etats membres de l'Union européenne. En effet, la Commission des Communautés européennes compte proposer prochainement une harmonisation des règles applicables aux sociétés de gestion collective.

L'article 2, 1^o, prévoit que les sociétés de gestion doivent se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives au droit d'auteur et aux droits voisins. Bien que la vérification portera surtout sur le respect des dispositions concernant exclusivement les sociétés de gestion telles que les articles 65 et suivants de la loi, il faudra également veiller à ce que les sociétés de gestion se conforment aux autres dispositions de la loi notamment à celles qui concernent le droit moral.

Afin de garantir aux auteurs ainsi qu'aux utilisateurs et au public que les sociétés de gestion disposent bien des qualités requises à l'exercice de leurs activités, l'article 2, 2^o, de l'arrêté prévoit que les personnes qui exercent une fonction d'administrateur, de gérant ou toute autre fonction conférant le pouvoir d'engager la société doivent posséder l'honorabilité professionnelle nécessaire et l'expérience adéquate pour exercer ces fonctions (Proposition de loi relative au droit d'auteur, aux droits voisins et à la copie privée d'oeuvres sonores et audiovisuelles, Rapport, Doc. parl., Sénat, 329-2, p.284).

La condition d'honorabilité professionnelle est définie à l'article 3 de l'arrêté. Il s'agit d'une disposition minimale. Elle ne porte donc pas préjudice à l'application de dispositions légales, statutaires ou contractuelles plus exigeantes.

L'arrêté ne définit pas la notion d'expérience adéquate. Il paraît, en effet, peu souhaitable d'imposer aux dirigeants des sociétés de gestion de suivre une formation déterminée ou d'avoir obtenu un diplôme particulier. Les sociétés de gestion pourront s'assurer du respect de cette condition en prévoyant des critères objectifs que devront remplir les candidats aux fonctions d'administrateur et de gérant ou à toute autre fonction conférant le pouvoir d'engager la société.

L'article 2, 3^o, de l'arrêté prévoit que le personnel et les moyens matériels que les sociétés se proposent de mettre en oeuvre doivent être en adéquation avec leur programme d'activité. Le respect de cette condition n'implique pas que les sociétés doivent elles-mêmes employer le personnel ou utiliser les moyens d'exploitation. Ceux-ci peuvent être mis en oeuvre pour leur compte par des tiers.

L'article 4 de l'arrêté qui Vous est soumis, détermine de quelle manière les autorisations doivent être demandées.

L'article 4, § 2, détermine les documents à joindre à la demande d'autorisation.

Cette disposition s'applique aux sociétés de gestion qui ne sont pas visées par l'article 72, alinéa 4, de la loi. En vertu de cet article, l'autorisation est accordée de plein droit à la demande des sociétés qui perçoivent ou répartissent effectivement des droits reconnus par la loi pour le compte de plusieurs titulaires de ces droits depuis au moins trois ans précédant l'entrée en vigueur de la loi ou qui ont repris de telles activités d'une société ou d'une association qui les ont exercées durant le même délai. L'article 72, alinéa 3, de la loi prévoit que la demande d'autorisation de ces sociétés doit être accompagnée d'une copie de leurs statuts et de leurs trois derniers bilans approuvés.

Dans l'hypothèse où une société de gestion reprendrait les activités d'une association exercées par cette dernière depuis le 31 juillet 1991 au moins, la société devrait joindre les documents de l'association équivalents aux bilans approuvés d'une société.

Het eerste lid van dit artikel bepaalt dat de beheersvennootschappen bedoeld in artikel 65 van dezelfde wet een vergunning moeten bezitten om op het nationale grondgebied werkzaam te kunnen zijn. De verplichting om een vergunning te bezitten, vloeit derhalve voort uit de uitoefening van een activiteit als beheersvennootschap op het nationale grondgebied. Zoals blijkt uit de verwijzing naar artikel 65, is het van weinig belang of de vennootschap in België is gevestigd, in een andere Lid-Staat van de Europese Unie of in een niet-Lid-Staat.

De aan de beheersvennootschappen opgelegde verplichting om een vergunning te bezitten strekt ertoe aan de auteurs zowel als aan de gebruikers en aan het publiek de waarborg te bieden, dat dergelijke vennootschappen werkelijk beschikken over de vereiste kwaliteiten voor het verrichten van hun werkzaamheden (Voorstel van wet betreffende het auteursrecht, de naburige rechten en het kopiëren voor eigen gebruik van geluids- en audiovisuele werken, Toelichting, Gedr. St. Senaat, B.Z. 1988, 329-1, blz. 13).

De artikelen 2 en 3 van het besluit dat U is voorgelegd bepalen de voorwaarden voor het verlenen van de vergunning en zijn geïnspireerd op de wetgevingen van andere Lid-Staten van de Europese Unie. De Commissie van de Europese Gemeenschappen overweegt inderdaad weldra een harmonisatie voor te stellen van de regels die van toepassing zijn op de vennootschappen voor gemeenschappelijk beheer.

Artikel 2, 1^o, bepaalt dat de beheersvennootschappen zich moeten gedragen naar de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het auteursrecht en de naburige rechten. Hoewel de verificatie vooral betrekking zal hebben op de naleving van de bepalingen die uitsluitend de vennootschappen betreffen, zoals artikel 65 en volgende, moet er ook op worden toegezien dat de beheersvennootschappen zich gedragen naar de andere bepalingen van de wet, inzonderheid deze die betrekking hebben op het moreel recht.

Teneinde de auteurs, alsmede de gebruikers en het publiek de waarborg te bieden dat de beheersvennootschappen werkelijk beschikken over de vereiste kwaliteiten voor het verrichten van hun werkzaamheden, bepaalt artikel 2, 2^o, van het besluit dat de personen die een functie uitoefenen van bestuurder, zaakvoerder of iedere andere functie waarbij macht wordt verleend om de vennootschap te verbinden, daartoe over de nodige professionele betrouwbaarheid en ervaring moeten beschikken (Voorstel van wet betreffende het auteursrecht, de naburige rechten en het kopiëren voor eigen gebruik van geluids- en audiovisuele werken, Verslag, Gedr. St., Senaat, 329-2, blz. 284).

De voorwaarde betreffende de professionele betrouwbaarheid wordt omschreven in artikel 3 van het besluit. Het gaat hier om een minimale bepaling. Zij doet dus geen afbreuk aan de toepassing van striktere wettelijke, statutaire of contractuele bepalingen.

Het besluit omschrijft het begrip ervaring niet. Het lijkt inderdaad weinig wenselijk de leidinggevende personen van de beheersvennootschappen te verplichten een bepaalde opleiding te volgen of houder te zijn van een bijzonder diploma. De beheersvennootschappen kunnen zich vergewissen van de inachtneming van de voorwaarde inzake ervaring door objectieve criteria vast te stellen waaraan de kandidaten voor de functie van bestuurder of zaakvoerder of voor iedere andere functie waarbij macht wordt verleend om de vennootschap te verbinden, moeten voldoen.

Artikel 2, 3^o, van het besluit bepaalt dat het personeel en de materiële middelen worden aangewend op een wijze die in overeenstemming is met hun activiteitenprogramma. De naleving van deze voorwaarde houdt niet in dat de vennootschappen het personeel zelf moeten tewerkstellen of de exploitatiemiddelen zelf moeten gebruiken. Deze kunnen voor hun rekening worden aangewend door derden.

Artikel 4 van het besluit dat U is voorgelegd, regelt de wijze waarop de vergunningen moeten worden aangevraagd.

Artikel 4, § 2, bepaalt welke stukken bij de aanvraag moeten worden gevoegd.

Deze bepaling is van toepassing op de beheersvennootschappen niet bedoeld in artikel 72, vierde lid van de wet. Krachtens dit artikel wordt de vergunning van rechtswege toegekend op verzoek van de vennootschappen die werkelijk, sedert ten minste drie jaar voor de inwerkingtreding van de wet, door de wet erkende rechten innen of verdelen voor rekening van verscheidene rechthebbenden, alsmede de vennootschappen die dergelijke werkzaamheden hebben overgenomen van een vennootschap of een vereniging die ze heeft verricht gedurende dezelfde termijn. Artikel 72, derde lid, van de wet bepaalt dat de aanvraag moet vergezeld gaan van een kopie van de statuten en van de laatste drie goedgekeurde balansen.

Ingeval een beheersvennootschap de werkzaamheden overneemt van een vereniging die door deze laatste sedert ten minste 31 juli 1991 werden verricht, moet de vennootschap bij de aanvraag de stukken van de vereniging voegen die gelijkwaardig zijn met de goedgekeurde balansen van een vennootschap.

Les sociétés de gestion qui ne sont pas visées par l'article 72, alinéa 4, de la loi doivent joindre à leur demande les documents permettant de vérifier le respect des conditions d'octroi de l'autorisation.

Les statuts, les règlements généraux ainsi que les contrats types conclus avec les personnes représentées par la société permettront dans une large mesure de vérifier le respect des dispositions légales et réglementaires relatives au droit d'auteur et aux droits voisins.

La copie des tarifs et des règles de perception et de répartition des droits servira à vérifier que, conformément aux articles 75 et 76 de la loi, les sociétés de gestion ont établi ces tarifs et ces règles. Etant donné que les sociétés de gestion récemment constituées ne pourront pas établir immédiatement des règles de répartition ou des tarifs correspondant aux conditions d'exploitation des oeuvres ou des prestations dont elles assurent la gestion, le Ministre pourra, le cas échéant, leur octroyer une autorisation en fixant un délai avant l'expiration duquel des tarifs ou des règles de répartition devront être fixés. En cas de non respect de ce délai, l'autorisation pourra être retirée en exécution de l'article 67, alinéa 3, de la loi.

Afin d'examiner l'adéquation entre, d'une part, le personnel et les moyens matériels que les sociétés de gestion se proposent de mettre en oeuvre et, d'autre part, les activités qu'elles envisagent d'effectuer, l'article 4, § 2, de l'arrêté qui Vous est soumis prévoit que les sociétés doivent joindre à leur demande un programme d'activité.

L'article 5 de l'arrêté fixe le délai dans lequel il doit être répondu à la demande d'autorisation des sociétés de gestion.

Le deuxième alinéa du § 2 de cet article paraît devoir être maintenu. La suppression de cet alinéa, suggérée par le Conseil d'Etat, aurait pour conséquence que le silence du Ministre équivaudrait à un refus de l'autorisation. Or, un refus implicite serait contraire à l'article 67, alinéa 4, de la loi qui prévoit que le refus doit être motivé.

L'article 6 de l'arrêté vise à mettre en place une procédure contradictoire dans l'hypothèse où il est envisagé de refuser l'octroi ou de retirer l'autorisation. Le premier alinéa prévoit qu'un avertissement indiquant les motifs pour lesquels le refus d'autorisation ou le retrait de celle-ci est envisagé doit être notifié à la société de gestion. Le second alinéa fixe un délai durant lequel la société de gestion peut faire valoir ses moyens et être entendue.

L'article 8 règle l'entrée en vigueur de l'arrêté.

Suite à l'avis du Conseil d'Etat, l'article 8, § 2, du projet d'arrêté a été remplacé par une disposition transitoire qui, d'une part, tient compte du délai de six mois prévu à l'article 72 de la loi et, d'autre part, permet aux sociétés de gestion des droits d'exercer leurs activités jusqu'à la décision du Ministre à condition que la demande d'autorisation soit introduite dans le délai de six mois précité.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques, le 21 mars 1995, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à l'autorisation des sociétés de gestion visées à l'article 65 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins », a donné le 27 mars 1995 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée.

De beheersvennootschappen niet bedoeld in artikel 72, vierde lid, van de wet moeten bij hun aanvraag de stukken voegen die het mogelijk maken na te gaan of de voorwaarden voor het verlenen van de vergunning zijn nageleefd.

De statuten, de algemene reglementen, alsmede de standaardcontracten gesloten met de personen die door de vennootschap worden vertegenwoordigd, zullen in ruime mate de mogelijkheid bieden na te gaan of de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het auteursrecht en de naburige rechten zijn nageleefd.

Het afschrift van de tarieven en de innings- en verdelingsregels moet ertoe dienen overeenkomstig de artikelen 75 en 76 van de wet na te gaan of de beheersvennootschappen deze tarieven en regels hebben vastgesteld. Aangezien de onlangs opgerichte beheersvennootschappen niet onmiddellijk in staat zullen zijn de verdelingsregels en tarieven vast te stellen die in overeenstemming zijn met de exploitatievoorwaarden van de werken of de prestaties waarvan zij het beheer waarnemen, zal de Minister, in voorkomend geval, hem een vergunning kunnen verlenen waarbij een termijn wordt bepaald waarbinnen deze tarieven en regels moeten vastgesteld worden. Ingeval deze termijn niet wordt nageleefd, zal, in uitvoering van artikel 67, derde lid, van de wet, de vergunning kunnen worden ingetrokken.

Om in staat te stellen te beoordelen of, enerzijds, het personeel en de materiële middelen die door de beheersvennootschappen worden aangewend en, anderzijds, de beoogde activiteiten met elkaar in overeenstemming zijn, bepaalt artikel 4, § 2, van het besluit dat U is voorgelegd, dat de vennootschappen bij hun aanvraag een activiteitenprogramma moeten voegen.

Artikel 5 van het besluit stelt de termijn vast waarbinnen antwoord moet worden gegeven op de vergunningsaanvragen van de beheersvennootschappen.

Het tweede lid van paragraaf 2 van dit artikel lijkt te moeten worden behouden. De schrapping van dit lid, zoals voorgesteld door de Raad van State, zou voor gevolg hebben dat het stilzwijgen van de Minister zou worden gelijkgesteld met een weigering van de vergunning. Welnu, een stilzwijgende weigering zou strijdig zijn met artikel 67, vierde lid, van de wet, dat bepaalt dat de weigering gemotiveerd moet zijn.

Artikel 6 van het besluit strekt ertoe een procedure op tegenspraak in te voeren ingeval het voornemen bestaat de vergunning te weigeren of in te trekken. Het eerste lid bepaalt dat aan de beheersvennootschap hiervan kennis moet worden gegeven onder vermelding van de redenen voor de weigering of de intrekking van de vergunning. Het tweede lid stelt een termijn van twee maanden vast gedurende welke de beheersvennootschap beroep kan aantekenen en gehoord worden.

Artikel 8 regelt de inwerkingtreding van het besluit.

Ten gevolge van het advies van de Raad van State, werd het artikel 8, § 2, van het ontwerp-besluit vervangen door een overgangsbepaling die, enerzijds rekening houdt met de termijn van zes maanden bepaald in artikel 72 van de wet en, anderzijds, de vennootschappen voor het beheer van rechten toelaat hun activiteiten uit te oefenen tot de beslissing van de Minister, op voorwaarde dat de vergunningsaanvraag werd ingediend binnen voormelde termijn van zes maanden.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 maart 1995 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de vergunning voor de vennootschappen voor het beheer van de rechten bedoeld in artikel 65 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten », heeft op 27 maart 1995 het volgend advies gegeven :

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

En l'occurrence, la demande d'avis est motivée dans les termes suivants :

« Les dispositions de la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins qui imposent des obligations aux sociétés de gestion des droits, notamment les articles 65 et 66, entreront en vigueur le 1er juillet 1995 conformément à l'article 92, § 7, 1^o, de ladite loi. Si le projet d'arrêté royal mentionné en rubrique n'entre pas en vigueur avant cette date, les sociétés de gestion des droits risquent de se trouver dans une situation difficile. Les personnes auxquelles elles demanderont le paiement de droits, pourraient leur opposer qu'elles ne respectent pas les obligations prescrites par les articles 65 et suivants de la loi. »

Examen du projet

Intitulé

S'inspirant du chapitre VII de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, il faut écrire dans le texte français : « ... sociétés de gestion des droits ... ».

Préambule

Le préambule doit être complété par le visa relatif à l'avis du Conseil d'Etat.

Proposant

Il convient d'écrire : « Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice; ».

Dispositif

Article 2

1. La phrase introductive gagnerait à être exprimée de manière positive et serait, dès lors, rédigée comme suit :

« Art. 2. L'autorisation ... est accordée aux sociétés de gestion ... ».

Cette rédaction implique que l'énumération qui suit est limitative.

2. La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle, au premier tiret devenant 1^o, est visée la loi du 30 juin 1994 transposant en droit belge la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur.

Il convient de l'omettre, sauf si les auteurs du projet souhaitent maintenir cette mention pour une raison précise auquel cas cette mention doit être explicitée dans le rapport au Roi.

3. Le texte de l'article 2, deuxième tiret, devenant 2^o, n'excède pas les pouvoirs donnés au Roi par l'habilitation légale, dès lors que l'on entend l'expression « modalités d'octroi » qui est utilisée dans le texte français de l'article 67, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 précitée comme signifiant « conditions d'octroi », cette signification étant admissible en raison du texte néerlandais de la loi qui utilise les mots « onder welke voorwaarden ».

Cette interprétation du texte français est d'ailleurs conforme à la volonté du législateur telle qu'elle est exprimée aux cours des travaux de la Commission de la justice de la Chambre.

Néanmoins, il convient que le Roi, comme Il a défini avec précision la notion d'honorabilité professionnelle requise, s'applique à définir celle de « l'expérience adéquate ».

Article 5

1. Au paragraphe 2, alinéa 1er, mieux vaut écrire : « ... l'autorisation est notifiée dans les six mois ... ».

2. Selon l'article 67, alinéa 1er, de la loi du 30 juin 1994 précitée :

« Les sociétés ... doivent être autorisées par le ministre qui a le droit d'auteur dans ses attributions à exercer leurs activités sur le territoire national »,

et selon l'alinéa 4 :

« Le refus d'octroi de l'autorisation et le retrait de celle-ci doivent être motivés. »

Le paragraphe 2, alinéa 2, en prévoyant qu'une décision d'octroi pourrait être implicite, déroge aux règles légales précitées ainsi qu'à la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

L'alinéa 2 doit être omis.

Article 6

Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, les mots « du présent arrêté » doivent être omis.

In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

« Les dispositions de la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins qui imposent des obligations aux sociétés de gestion des droits, notamment les articles 65 et 66, entreront en vigueur le 1er juillet 1995 conformément à l'article 92, § 7, 1^o, de ladite loi. Si le projet d'arrêté royal mentionné en rubrique n'entre pas en vigueur avant cette date, les sociétés de gestion des droits risquent de se trouver dans une situation difficile. Les personnes auxquelles elles demanderont le paiement de droits, pourraient leur opposer qu'elles ne respectent pas les obligations prescrites par les articles 65 et suivants de la loi. »

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Naar het voorbeeld van hoofdstuk VII van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, schrijve men in de Franse tekst : « ... sociétés de gestion des droits ... ».

Aanhef

De aanhef moet worden aangevuld met de verwijzing naar het advies van de Raad van State.

Voordracht

In de Franse tekst schrijve men : « Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice ».

Bepalend gedeelte

Artikel 2

1. Het zou beter zijn de inleidende zin bevestigend te redigeren, zodat deze als volgt luidt :

« Art. 2. De vergunning ... wordt verleend aan de beheersvennootschappen ... »

Deze redactie heeft tot gevolg dat de erop volgende opsomming limitatief is.

2. Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk waarom in het eerste streepje, dat onderdeel 1^o wordt, verwezen wordt naar de wet van 30 juni 1994 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's.

Die verwijzing moet vervallen, tenzij de stellers van het ontwerp die vermelding om een bepaalde reden wensen te behouden; zo dat het geval is, moet die vermelding nader worden toegelicht in het verslag aan de Koning.

3. De tekst van artikel 2, tweede streepje, dat onderdeel 2^o wordt, gaat niet de bevoegdheid te buiten die de wettelijke machtiging aan de Koning verleent, wanneer onder de uitdrukking « modaliteiten d'octroi », die voorkomt in de Franse tekst van artikel 67, tweede lid, van de voornoemde wet van 30 juni 1994, « conditions d'octroi » verstaan wordt. Deze betekenis is aanvaardbaar, daar in de Nederlandse tekst van de wet de woorden « onder welke voorwaarden » worden gebruikt.

Deze uitlegging van de Franse tekst is overigens in overeenstemming met de wil van de wetgever, zoals deze is te kennen gegeven in de parlementaire voorbereiding van de commissie voor de justitie van de Kamer.

Nochtans behoort de Koning een nauwkeurige begripsomschrijving te geven van de woorden « nodige ervaring », net zoals Hij met het begrip « vereiste professionele betrouwbaarheid » heeft gedaan.

Artikel 5

1. In paragraaf 2, eerste lid, zou het beter zijn te schrijven : « § 2. De beslissing tot weigering of tot toekenning van de vergunning wordt ter kennis gebracht binnen zes maanden ... ».

2. Artikel 67, eerste lid, van de voornoemde wet van 30 juni 1994 bepaalt :

« Om op het nationale grondgebied werkzaam te kunnen zijn, moeten de ... vennootschappen een vergunning bezitten van de minister die bevoegd is voor het auteursrecht. »

Het vierde lid van dat artikel luidt :

« Het weigeren en het intrekken van de vergunning moeten met redenen worden omkleed. »

Door voor te schrijven dat een beslissing tot toekenning impliciet kan zijn, wijkt paragraaf 2, tweede lid, af van de voornoemde wetsbepalingen, alsmede van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Het tweede lid moet vervallen.

Artikel 6

In paragraaf 3, die het derde lid wordt, moeten de woorden « van dit besluit » vervallen.

Article 7

Ori écrira : « sont notifiés » plutôt que « sont adressés ».

Article 8

La légalité de l'article 8, § 2, de l'arrêté en projet, si on en rapproche le terme — 1er juillet 1996 — du délai de six mois fixé à l'article 72, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, n'est pas établie par le commentaire qu'en donne le rapport au Roi annexé au projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat.

Le fonctionnaire délégué a fourni à ce propos les explications suivantes :

« Concernant l'article 72, il semble que l'autorisation de plein droit visée à l'alinéa 4 devra également être accordée aux sociétés de gestion qui introduiront une demande après le délai de six mois visé à l'alinéa 1er du même article. Le bénéfice de l'autorisation de plein droit n'est en effet subordonné qu'à la condition d'exercer une activité de gestion des droits depuis au moins trois ans avant l'entrée en vigueur de la loi.

L'article 8, § 2, du projet d'arrêté a pour but d'instaurer une période transitoire au profit des sociétés existantes au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal. Si ces sociétés omettaient de demander une autorisation avant le 1er juillet 1995, les conséquences seraient, d'une part, l'irrecevabilité de l'action en cessation visée à l'article 87, § 1er et, d'autre part, sous réserve de l'interprétation des cours et tribunaux, une résolution du contrat d'adhésion ou de mandat donné par les membres de la société à celle-ci. »

L'interprétation qui tendrait à dissocier l'alinéa 4 de l'article 72, du régime transitoire déterminé dans les trois premiers alinéas de la même disposition — dont le bénéfice est subordonné au respect d'un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal présentement examiné — et qui permettrait aux sociétés visées à l'alinéa 4, de différer jusqu'au 1er juillet 1996 l'introduction de leur demande d'autorisation, n'est pas admissible.

Le régime transitoire est organisé par l'article 72 de la loi précitée. Il n'appartient pas au Roi d'y déroger.

Le paragraphe 2 doit, dès lors, être omis.

Observation finale

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans le présent avis.

La chambre était composée de :

Messieurs :

J.-J. Stryckmans, président de chambre;

Y. Boucquey,

P. Lienardy, conseillers d'Etat;

J. De Gavre,

P. Gothot, assesseurs de la section de législation;

Mme J. Gielissen, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. Quintin, référendaire adjoint.

Le greffier,
J. Gielissen.

Le président,
J.-J. Stryckmans.

[S-C — 9350]

6 AVRIL 1995. — Arrêté royal relatif à l'autorisation des sociétés de gestion des droits visées à l'article 65 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, notamment l'article 67;

Artikel 7

Men schrijve « ter kennis gebracht » in plaats van « medege-deeld ».

Artikel 8

De commentaar die in het verslag aan de Koning, gevoegd bij het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp van besluit, omtrent artikel 8, § 2, van het ontworpen besluit wordt gegeven, toont niet aan dat de in die bepaling vastgestelde datum van 1 juli 1996 wettig is in het licht van de termijn van zes maanden vastgesteld in artikel 72, tweede lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.

In dat verband heeft de gemachtigde ambtenaar de volgende uitleg verstrekt :

« Concernant l'article 72, il semble que l'autorisation de plein droit visée à l'alinéa 4 devra également être accordée aux sociétés de gestion qui introduiront une demande après le délai de six mois visé à l'alinéa 1er du même article. Le bénéfice de l'autorisation de plein droit n'est en effet subordonné qu'à la condition d'exercer une activité de gestion des droits depuis au moins trois ans avant l'entrée en vigueur de la loi.

L'article 8, § 2, du projet d'arrêté a pour but d'instaurer une période transitoire au profit des sociétés existantes au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal. Si ces sociétés omettaient de demander une autorisation avant le 1er juillet 1995, les conséquences seraient, d'une part, l'irrecevabilité de l'action en cessation visée à l'article 87, § 1er et, d'autre part, sous réserve de l'interprétation des cours et tribunaux, une résolution du contrat d'adhésion ou de mandat donnée par les membres de la société à celle-ci. »

De uitlegging waarbij artikel 72, vierde lid, als losstaande van de overgangsregeling omschreven in de eerste drie leden van dezelfde bepaling wordt beschouwd (een overgangsregeling waarvan slechts gebruik kan worden gemaakt mits een termijn van zes maanden, te rekenen van de inwerkingtreding van het thans onderzochte koninklijk besluit, in acht wordt genomen) en waardoor de in het vierde lid bedoelde vennootschappen de indiening van hun vergunningsaanvraag tot 1 juli 1996 kunnen uitstellen, kan niet worden aanvaard.

De overgangsregeling wordt voorgeschreven bij artikel 72 van de voornoemde wet. Het komt de Koning niet toe ervan af te wijken.

Derhalve moet paragraaf 2 vervallen.

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van sommige artikelen is voor verbetering vatbaar. Zo schrijve men in artikel 3, 3^o, « ... wegens soortgelijke strafbare feiten als die welke worden bedoeld in ... ». In artikel 4, § 2, eerste lid, schrijve men « ... bij hun vergunningsaanvraag de volgende ... ». In punt 4 van die bepaling vervange men het woord « afgeleverd » door het woord « afgegeven ». In artikel 4, § 3, schrijve men « aanvullende inlichtingen » in plaats van « bijkomende inlichtingen ».

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

J.-J. Stryckmans, kamervoorzitter;

Y. Boucquey,

P. Lienardy, staatsraden;

J. De Gavre,

P. Gothot, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. J. Gielissen, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toege-licht door de heer R. Quintin, adjunct-referendaris.

De griffier,
J. Gielissen.

De voorzitter,
J.-J. Stryckmans.

[S-C — 9350]

6 APRIL 1995. — Koninklijk besluit betreffende de vergunning voor de vennootschappen voor het beheer van de rechten bedoeld in artikel 65 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, inzonderheid op artikel 67;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Aux fins du présent arrêté, il faut entendre par :

- la loi : la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins et ses arrêtés d'exécution;
- les sociétés de gestion : les sociétés de gestion des droits visées à l'article 65 de la loi;
- le Ministre : le Ministre ayant le droit d'auteur dans ses attributions.

Art. 2. L'autorisation prévue à l'article 67 de la loi est accordée aux sociétés de gestion :

- 1° qui se conforment à la loi;
- 2° dans lesquelles les fonctions d'administrateur ou de gérant ainsi que toute autre fonction conférant le pouvoir d'engager la société sont exercées par des personnes qui possèdent l'honorabilité professionnelle nécessaire et l'expérience adéquate pour exercer ces fonctions;
- 3° et dont le personnel et les moyens matériels qu'elles se proposent de mettre en oeuvre sont en adéquation avec leur programme d'activité.

Art. 3. Ne possèdent pas l'honorabilité professionnelle requise au sens de l'article 2 du présent arrêté :

1° les personnes qui font l'objet d'une interdiction en application des articles 1er, 3, 3bis §§ 1er et 2, et 3ter de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions;

2° les personnes qui ont été condamnées du chef d'une infraction prévue à la section 2 du chapitre VIII de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ou à l'article 10 de la loi du 30 juin 1994 transposant en droit belge la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur;

3° les personnes qui ont été condamnées par une juridiction étrangère pour des infractions similaires à celles visées aux 1° et 2° du présent article.

Art. 4. § 1er. Les demandes d'autorisation sont notifiées au Ministre par pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

§ 2. Les sociétés de gestion qui ne sont pas visées à l'article 72, alinéa 4, de la loi doivent joindre à leur demande d'autorisation :

1° une copie de leurs statuts ainsi que l'indication de la date éventuelle de leur publication au *Moniteur belge* ou au Bulletin officiel de l'Etat où la société a son siège;

2° une copie du règlement général des tarifs et des règles de perception et de répartition;

3° une copie des contrats types conclus avec les personnes représentées par la société;

4° l'identification des personnes qui exercent, conformément à l'article 2, 2°, une fonction d'administrateur ou de gérant ou toute autre fonction conférant le pouvoir d'engager la société, ainsi qu'en ce qui concerne chacune de ces personnes, un curriculum vitae et un certificat de bonne vie et moeurs destiné à une administration publique ou un document équivalent délivré par l'autorité compétente du pays de résidence;

5° un programme d'activité contenant les renseignements suivants :

- les modes d'exploitation des oeuvres et/ou des prestations pour lesquels une perception ou une répartition des droits est envisagée;
- le nombre des personnes qui ont confié directement à la société la gestion de leurs droits;
- le nombre, le type et l'importance des contrats de représentation conclus avec des sociétés de gestion établies à l'étranger;
- une évaluation de l'importance économique des droits confiés à la société de gestion;
- une description des activités de la société autres que la perception ou la répartition des droits;
- la structure de l'organisation de la société;
- les montants du capital souscrit et du capital libéré.

Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

- de wet : de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, alsmede de besluiten tot uitvoering ervan;
- de beheersvennootschappen : de vennootschappen voor het beheer van de rechten bedoeld in artikel 65 van de wet;
- de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid het auteursrecht behoort.

Art. 2. De vergunning bedoeld in artikel 67 van de wet wordt verleend aan de beheersvennootschappen :

- 1° die zich gedragen naar de wet;
- 2° waarin de functie van bestuurder of zaakvoerder, alsook iedere andere functie waarbij macht wordt verleend om de vennootschap te verbinden, wordt uitgeoefend door personen die daartoe over de nodige professionele betrouwbaarheid en ervaring beschikken;

3° en waarvan het personeel en de materiële middelen worden aangewend op een wijze die in overeenstemming is met hun activiteitenprogramma.

Art. 3. Beschikken niet over de vereiste professionele betrouwbaarheid in de zin van artikel 2 van dit besluit :

1° personen op wie een verbodsbepaling van toepassing is overeenkomstig de artikelen 1, 3, 3bis, §§ 1 en 2, en 3ter van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken;

2° personen veroordeeld wegens een misdrijf bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk VIII van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten of in artikel 10 van de wet van 30 juni 1994 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's;

3° personen veroordeeld door een buitenlandse rechtbank wegens soortgelijke strafbare feiten als die welke worden bedoeld in 1° en 2° van dit artikel.

Art. 4. § 1. De vergunningsaanvragen worden aan de Minister medegedeeld bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

§ 2. De beheersvennootschappen die niet zijn bedoeld in artikel 72, vierde lid, van de wet moeten bij hun vergunningsaanvraag de volgende stukken voegen :

1° een afschrift van hun statuten, alsmede de vermelding van de eventuele datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* of in het officiële mededelingenblad van de staat waar de vennootschap haar zetel heeft;

2° een afschrift van het algemeen reglement betreffende de tarieven en de regels inzake inning en verdeling;

3° een afschrift van de standaardcontracten gesloten met de personen die door de vennootschap worden vertegenwoordigd;

4° een document waarin de identiteit is vermeld van de personen die overeenkomstig artikel 2, 2°, de functie van bestuurder of zaakvoerder uitoefenen of enige andere functie waarbij macht wordt verleend om de vennootschap te verbinden alsook, wat ieder van hen betreft, een curriculum vitae en een getuigschrift van goed zedelijk gedrag bestemd voor een openbaar bestuur of een gelijkwaardig document afgegeven door de bevoegde overheid van het land waar zij verblijven;

5° een activiteitenprogramma waarin de volgende inlichtingen zijn opgenomen :

- de exploitatiewijzen van de werken en/of prestaties waarvoor een inning of een verdeling van de rechten wordt beoogd;
- het aantal personen dat aan deze vennootschap rechtstreeks het beheer van hun rechten heeft toevertrouwd;
- het aantal, de aard en de belangrijkheid van de vertegenwoordigingscontracten gesloten met beheersvennootschappen die in het buitenland zijn gevestigd;
- een evaluatie van het economisch belang van de rechten toevertrouwd aan de beheersvennootschap;
- een omschrijving van de activiteiten van de vennootschap die geen betrekking hebben op de inning of de verdeling van de rechten;
- de organisatiestructuur van de vennootschap;
- het bedrag van het geplaatste en van het gestorte kapitaal.

§ 3. Les sociétés de gestion visées au paragraphe précédent sont tenues de fournir tous renseignements complémentaires, nécessaires à l'appréciation de leur demande.

Art. 5. § 1er. Lorsque le Ministre dispose des renseignements qui doivent accompagner la demande d'autorisation, il en informe la société de gestion par pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

§ 2. La décision d'octroi ou de refus de l'autorisation est notifiée dans les six mois à dater du pli recommandé visé au § 1er.

L'autorisation est censée être accordée si aucune décision n'a été prise à l'expiration du délai fixé à l'alinéa 1er.

Art. 6. Lorsque le Ministre envisage de refuser l'autorisation ou de retirer celle-ci, il avertit, par pli recommandé à la poste avec accusé de réception, la société de gestion concernée. Cet avertissement indique les motifs pour lesquels le refus ou le retrait de l'autorisation est envisagé.

A dater de l'avertissement visé à l'alinéa 1er, la société de gestion dispose d'un délai de deux mois pour faire valoir ses moyens au Ministre par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception et être entendue à sa demande par le Ministre ou la personne qu'il désigne à cet effet.

Lorsque l'avertissement porte sur un éventuel refus de l'autorisation, le délai fixé à l'article 5, § 2, est suspendu durant deux mois à dater de l'avertissement.

Art. 7. L'octroi, le refus et le retrait de l'autorisation sont notifiés aux sociétés de gestion concernées par pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Les sociétés de gestion des droits existant au moment de l'entrée en vigueur de l'article 67 de la loi peuvent poursuivre leurs activités jusqu'à la décision d'octroi ou de refus de l'autorisation à condition que la demande d'autorisation soit introduite dans les six mois à dater de l'entrée en vigueur dudit article 67.

Art. 9. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 6 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice
M. WATHELET

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 95 — 1135

[C — 21157]

3 AVRIL 1995. — Arrêté royal fixant le cadre organique du personnel de la Chancellerie du Premier Ministre et des Services de la Commission nationale permanente du pacte culturel

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;
Vu l'avis motivé du Comité de concertation de base 100 des Services du Premier Ministre, donné le 28 mars 1995;
Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 décembre 1994;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 20 décembre 1994;

§ 3. De beheersvennootschappen bedoeld in de vorige paragraaf moeten alle aanvullende inlichtingen verstrekken die nodig zijn voor de beoordeling van hun aanvraag.

Art. 5. § 1. Wanneer de Minister over de inlichtingen beschikt die bij de aanvraag tot vergunning moeten worden gevoegd, brengt hij de beheersvennootschap hiervan op de hoogte bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

§ 2. De beslissing tot weigering of tot toekenning van de vergunning, wordt ter kennis gebracht binnen zes maanden te rekenen vanaf de aangetekende brief bedoeld in § 1.

De vergunning wordt geacht te zijn verleend indien geen enkele beslissing is genomen nadat de in het eerste lid bepaalde termijn is verstreken.

Art. 6. Wanneer de Minister voornemens is de vergunning te weigeren of in te trekken, geeft hij hiervan bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs kennis aan de betrokken beheersvennootschap. In deze kennisgeving worden de redenen voor de weigering of de intrekking van de vergunning vermeld.

Te rekenen vanaf de kennisgeving bedoeld in het eerste lid, beschikt de beheersvennootschap over een termijn van twee maanden om door middel van een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs bij de Minister beroep aan te tekenen tegen de beslissing en om op haar verzoek door de Minister of door de persoon die deze laatste daartoe aanwijst, te worden gehoord.

Wanneer de kennisgeving betrekking heeft op de weigering van een vergunning, wordt de termijn bepaald in artikel 5, § 2, opgeschort gedurende twee maanden te rekenen vanaf de kennisgeving.

Art. 7. De toekenning, de weigering en de intrekking van de vergunning worden aan de betrokken beheersvennootschappen ter kennis gebracht bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

De vennootschappen voor het beheer van rechten die bestaan op het ogenblik van de inwerkingtreding van artikel 67 van de wet kunnen hun activiteiten voortzetten tot de beslissing tot verlening of weigering van de vergunning, op voorwaarde dat de vergunningsaanvraag wordt ingediend binnen zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit artikel 67.

Art. 9. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 6 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 95 — 1135

[C — 21157]

3 APRIL 1995. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Kanselarij van de Eerste Minister en de Diensten van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;
Gelet op het met redenen omkleed advies van het basisoverlegcomité 100 van de Diensten van de Eerste Minister, gegeven op 28 maart 1995;
Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 20 december 1994;
Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 december 1994;